

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4479

[2008/204510]

## 20 NOVEMBRE 2008. — Décret relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par :

1<sup>o</sup> transport médico-sanitaire : tout transport de patients par ambulance ou en véhicule sanitaire léger, à l'exception des transports visés par la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente;

2<sup>o</sup> norme EN 1789 : norme européenne "NBN EN 1789 relative aux véhicules de transport sanitaire et leurs équipements - ambulances routières";

3<sup>o</sup> patient : personne dont l'état de santé requiert, pendant son transport, un personnel formé pour lui donner des soins et/ou permettre un transport médico-sanitaire approprié;

4<sup>o</sup> ambulance : véhicule terrestre aménagé pour le transport et l'administration des soins aux malades et aux blessés. Ce véhicule doit être équipé pour le transport des patients couchés et des patients nécessitant une surveillance médicale particulière.

Les ambulances adaptées au transport médico-sanitaire ressortissent à trois catégories :

- type A : ambulance pour le transport de patients, conçue et équipée pour le transport sanitaire de patients dont l'état de santé ne laisse pas présager qu'ils puissent devenir des patients en détresse.

Pour cette catégorie, il existe deux types d'ambulance :

\* Type A1 : celle qui est adaptée au transport d'un patient unique;

\* Type A2 : celle qui est adaptée au transport d'un ou plusieurs patients sur un (des) brancard(s) et/ou fauteuil(s);

- type B : ambulance médicalisée : ambulance routière conçue et équipée pour le transport, les soins et la surveillance de patients;

- type C : unité mobile de soins intensifs : ambulance routière conçue et équipée pour le transport, les soins intensifs et la surveillance de patients;

5<sup>o</sup> véhicule sanitaire léger : véhicule adapté pour le transport sanitaire de patients qui ne nécessitent pas une surveillance médicale particulière, ni la position couchée, équipé ou non pour le transport de personnes dont l'autonomie est réduite;

6<sup>o</sup> service de transport médico-sanitaire : toute personne physique ou morale exerçant un transport médico-sanitaire en région de langue française au sens de l'article 4 de la Constitution;

7<sup>o</sup> base de départ : lieu d'activité effectif fixé par le service pour le départ des ambulances et des véhicules sanitaires légers;

8<sup>o</sup> ambulancier : toute personne ayant les compétences visées à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, qui pratique le transport médico-sanitaire.

CHAPITRE II. — *Normes de fonctionnement des services*

**Art. 3.** Deux personnes ayant les qualifications d'ambulancier doivent être présentes lors de chaque transport de patient en ambulance.

Tout transport en ambulance nécessite la présence d'un ambulancier au chevet du patient.

Lorsqu'un transport nécessite l'utilisation d'une ambulance de type B ou C, la présence d'un médecin et/ou d'un infirmier est requise au chevet du patient. Dans ce cas, la présence d'un ambulancier au chevet du patient n'est pas obligatoire.

Le transport en véhicule sanitaire léger ne nécessite pas la présence d'un ambulancier au chevet du patient.

**Art. 4.** Le Gouvernement agréé, les services de transport médico-sanitaire qui répondent aux normes qu'il définit et qui concernent :

1<sup>o</sup> les prix maximum des transports, en considérant le coût de la prise en charge, le nombre de kilomètres parcourus et la manière de le fixer, les suppléments admissibles et leur coût maximal;

2<sup>o</sup> l'affichage des tarifs ainsi que les mentions devant figurer sur la facture;

3<sup>o</sup> les qualifications requises des ambulanciers, tant pour les véhicules sanitaires légers que pour les ambulances, les équivalences à ces qualifications, la formation continue des ambulanciers ainsi que les mesures transitoires pour les ambulanciers en activité au jour de l'entrée en vigueur du présent décret;

4<sup>o</sup> la traçabilité des transports;

5<sup>o</sup> l'hygiène;

6<sup>o</sup> les modalités de collaboration avec un pharmacien;

7<sup>o</sup> les moyens logistiques et humains nécessaires pour garantir un transport approprié en fonction de l'état de santé du patient;

8<sup>o</sup> l'équipement médico-sanitaire minimal de chaque type d'ambulance, en se fondant sur celui défini dans la norme EN 1789;

9<sup>o</sup> l'équipement technique de chaque type d'ambulance en se fondant sur celui défini dans la norme EN 1789;

10<sup>o</sup> l'équipement technique minimal des véhicules sanitaires légers;

11<sup>o</sup> l'équipement sanitaire minimal des véhicules sanitaires légers;

12<sup>o</sup> les caractéristiques extérieures, visuelles et sonores des ambulances et des véhicules sanitaires légers, ainsi que les mesures transitoires en la matière.

Pour être et rester agréés, les services de transport médico-sanitaire doivent contracter, pour le service et pour chaque membre de son personnel, une assurance en responsabilité civile professionnelle. Le Gouvernement fixe les obligations du service à cet égard.

L'usage d'un véhicule de location est interdit sauf dérogation fixée dans les conditions définies par le Gouvernement.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Tout service de transport médico-sanitaire, dont le siège social se situe en région de langue française ou à défaut, toute base de départ située dans la même région, ainsi que leurs véhicules, doivent être agréés.

Tout service de transport médico-sanitaire dont le siège social ne se situe pas en région de langue française et qui ne possède pas de base de départ dans cette région mais qui y effectue des transports, doit répondre aux normes du présent décret sauf aux exceptions prévues par le Gouvernement.

§ 2. Pour être agréés, les services de transport médico-sanitaire doivent respecter les normes établies par ou en vertu du présent décret, sous réserve des exceptions prévues en vertu du § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

L'agrément est octroyé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

Un agrément provisoire est accordé, pour une durée d'un an aux services de transport médico-sanitaire qui font une première demande.

§ 3. Le Gouvernement fixe les règles de recevabilité et de composition du dossier de demande d'agrément, lequel comprend entre autres une analyse comptable déterminant les moyens financiers nécessaires pour assurer la viabilité du service, en tenant compte des investissements à réaliser afin d'être conforme aux normes.

§ 4. En cas de non respect des normes, le Gouvernement peut refuser l'agrément ou retirer l'agrément ou l'agrément provisoire.

Si un manquement grave aux normes susceptible de porter préjudice à la santé ou à la sécurité des patients est constaté, le Gouvernement procède au refus urgent de l'agrément ou au retrait urgent de l'agrément ou de l'agrément provisoire.

§ 5. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de retrait et de retrait urgent de l'agrément ou de l'agrément provisoire, ainsi que de refus et de refus urgent de l'agrément.

Il prévoit notamment la possibilité, pour le service concerné, de faire valoir son point de vue préalablement à tout retrait, retrait urgent, refus ou refus urgent.

§ 6. Le service qui cesse ses activités doit en informer immédiatement le Gouvernement.

**Art. 6.** Le Gouvernement arrête une charte relative à la qualité des services de transport médico-sanitaire centrée sur les besoins, les attentes et le respect des patients afin d'améliorer leur satisfaction.

Les services qui s'engagent à respecter cette charte sont repris dans une liste publiée par le Gouvernement.

Ils reçoivent un label de qualité.

Le Gouvernement évalue la mise en application par le service de la charte relative à la qualité.

En cas de non respect de cette charte, le Gouvernement peut retirer ce label selon les modalités qu'il arrête.

### CHAPITRE III. — *Surveillance et sanctions*

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Sont punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 euros ou d'une de ces peines seulement, ceux qui exercent une activité de transport médico-sanitaire sans être titulaires d'un agrément ou d'un agrément provisoire pour leur service, leurs bases de départ ou pour leurs ambulances.

Sont punis d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de 100 à 1.000 euros ou d'une de ces peines seulement, ceux qui contreviennent aux normes visées aux articles 3 et 4.

§ 2. Les cours et tribunaux pourront interdire au condamné de gérer un service de transport médico-sanitaire soit lui-même, soit par personne interposée. Cette interdiction ne pourra excéder dix ans.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Est passible d'une amende administrative :

1° le gestionnaire d'un service de transport médico-sanitaire qui fait une fausse déclaration ou une déclaration incomplète quant aux obligations prévues par ou en vertu du présent décret;

2° le gestionnaire d'un service de transport médico-sanitaire qui ne donne pas suite aux injonctions du Gouvernement dans le délai qui lui est imparti;

3° le gestionnaire d'un service de transport médico-sanitaire qui entrave l'exercice des missions des fonctionnaires et agents visés à l'article 10.

§ 2. L'amende administrative est fixée à :

1° 1.000 euros pour les infractions visées au § 1<sup>er</sup>, 1°;

2° 500 euros pour les infractions visées au § 1<sup>er</sup>, 2° et 3°.

En cas de récidive dans l'année qui suit une décision infligeant une amende administrative, les montants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, peuvent être doublés.

§ 3. Le Gouvernement inflige les amendes administratives.

Le Gouvernement notifie au gestionnaire concerné l'amende administrative dans le mois de sa décision.

Elle est payable dans les deux mois de la notification au compte général des recettes du Service public de Wallonie.

§ 4. Le Gouvernement définit la procédure de recouvrement d'office en cas de non paiement dans le délai imparti.

§ 5. Le service qui conteste la décision du Gouvernement introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal de première instance, dans le délai d'un mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours suspend l'exécution de la décision.

**Art. 9.** Le Gouvernement désigne les fonctionnaires et agents chargés de veiller au respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'application.

Ces fonctionnaires et agents peuvent pénétrer dans les services de transport médico-sanitaire ou dans les ambulances et véhicules sanitaires légers.

Ils peuvent exiger la production de tous documents et demander les renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Ils peuvent interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance.

Ils établissent des rapports de leurs constatations qui valent jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du rapport est envoyée au contrevenant dans un délai de quinze jours qui suit le jour du constat de l'infraction.

Ils peuvent recourir à la force publique pour l'exercice de leur mission.

Les fonctionnaires désignés ont la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ces fonctionnaires sont tenus de prêter devant le Juge de paix de leur domicile le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

#### CHAPITRE IIIbis. — *Du rapport d'activité annuel*

**Art. 10.** Un rapport d'activités annuel reprenant notamment des statistiques quant aux nombres de services opérant sur le territoire de langue française, le nombre de patients transportés, le nombre et les conséquences des contrôles effectués par l'administration est transmis au Gouvernement et au Parlement pour le 31 mars de l'année suivante.

Le Gouvernement définit les modalités d'exécution du présent article.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 11.** Les services de transport médico-sanitaire titulaires d'un agrément au jour de l'entrée en vigueur du présent décret peuvent continuer d'exercer leurs activités jusqu'au jour où il sera statué quant à leur agrément pour une durée indéterminée, après inspection du service de l'administration déléguée par le Gouvernement.

**Art. 12.** Les agréments provisoires en cours au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, sont réputés avoir été accordés pour une période d'un an à dater de l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 13.** Par dérogation à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>, les ambulances en activité au sein du service médico-sanitaire agréé au jour de l'entrée en vigueur du présent décret restent soumises aux normes techniques telles qu'elles étaient définies par ou en vertu du décret du 29 avril 2004 relatif au transport médico-sanitaire et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2005 portant application du décret du 29 avril 2004 relatif au transport médico-sanitaire en son article 11.

**Art. 14.** Les services de transport médico-sanitaire qui effectuent des transports par véhicules sanitaires légers disposent d'un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour introduire leur demande d'agrément.

Ils peuvent continuer à exercer leurs activités jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande.

**Art. 15.** Les véhicules sanitaires légers en activité au jour de l'entrée en vigueur du présent décret peuvent poursuivre leurs activités sans satisfaire aux normes visées à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, pour autant qu'ils restent affectés au sein du même service.

**Art. 16.** Le décret du 29 avril 2004 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire est abrogé.

**Art. 17.** Le présent décret entrera en vigueur trente jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 novembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement wallon*, 852 (2008-2009). N<sup>os</sup> 1 à 7.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 19 novembre 2008.

Discussion - Votes.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4479

[2008/204510]

## 20 NOVEMBER 2008. — Decreet betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen en begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een in artikel 128, § 1, ervan bedoelde aangelegenheid.

**Art. 2.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° medisch-sanitair vervoer : elk vervoer van patiënten per ambulance of met een lichte ziekenwagen, met uitzondering van het vervoer bedoeld bij de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening;

2° norm EN 1789 : Europese norm "NBN EN 1789 betreffende de medische voertuigen en hun uitrustingen - ziekenwagens";

3° patiënt : persoon wiens gezondheidstoestand tijdens het vervoer opgeleid personeel vereist om zorgen te verstrekken of een geschikt medisch-sanitair vervoer mogelijk te maken;

4° ambulance : landvoertuig, ingericht voor het vervoer van en het verstrekken van zorgen aan zieken en gewonden. Dat voertuig moet uitgerust zijn voor het vervoer van liggende patiënten en van patiënten die een bijzonder medisch toezicht nodig hebben.

De ambulances die aangepast zijn aan het medisch-sanitair vervoer vallen onder drie categorieën :

- type A : ambulance voor het vervoer van patiënten, ontworpen en uitgerust voor het sanitair vervoer van patiënten wier gezondheidstoestand niet laat vermoeden dat ze patiënten in nood kunnen worden.

Voor deze categorie bestaan er twee types ambulances :

\* Type A1 : aangepast aan het vervoer van één enkele patiënt;

\* Type A2 : aangepast aan het vervoer van één of meerdere patiënten op één of meerdere brancards en/of zetels;

- type B : medisch uitgeruste ziekenwagens : ziekenwagens die ontworpen en uitgerust is voor het vervoer, de zorgen en het toezicht op patiënten;

- type C : mobiele intensieve zorgen-unit : ziekenwagens die ontworpen en uitgerust is voor het vervoer, de intensieve zorgen en het toezicht op patiënten;

5° lichte ziekenwagen : voertuig dat aangepast is voor het sanitair vervoer van patiënten die noch een bijzonder medisch toezicht behoeven noch liggend vervoerd moeten worden, al dan niet uitgerust voor het vervoer van personen met een beperkte zelfzorgvermogen;

6° dienst voor medisch-sanitair vervoer : elke natuurlijke of rechtspersoon die medisch-sanitair vervoer verricht in het Franse taalgebied in de zin van artikel 4 van de Grondwet;

7° thuisbasis : daadwerkelijke plaats van bedrijvigheid, vastgesteld door de dienst voor het uitrijden van ambulances en lichte ziekenwagens;

8° ambulancier : elke persoon die beschikt over de bekwaamheden bedoeld in artikel 4, lid 1, 3°, om medisch-sanitair vervoer te verrichten.

HOOFDSTUK II. — *Werkingsnormen van de diensten*

**Art. 3.** Twee personen die de kwalificaties van ambulancier hebben, dienen aanwezig te zijn bij elk vervoer van een patiënt in een ambulance.

Elk vervoer in een ambulance vereist de aanwezigheid van een ambulancier aan het bed van de patiënt.

Wanneer voor een vervoer het gebruik van een ambulance van type B of C vereist is, is de aanwezigheid van een dokter en/of een verpleger aan het bed van de patiënt vereist. In dat geval is de aanwezigheid van een ambulancier aan het bed van de patiënt niet verplicht.

Het vervoer met een lichte ziekenwagen vereist niet de aanwezigheid van een ambulancier aan het bed van de patiënt.

**Art. 4.** De Regering erkent de diensten voor medisch-sanitair vervoer die voldoen aan de normen die zij bepaalt en die betrekking hebben op :

1° de maximumprijs van de transporten, met inachtneming van de kosten voor de tenlasteneming, het aantal afgelegde kilometers en de wijze waarop het berekend wordt, de toelaatbare toeslagen en de maximale kost ervan;

2° het aanplakken van de tarieven, alsmede de gegevens die op de factuur vermeld moeten staan;

3° de vereiste kwalificaties van de ambulanciers, zowel voor de lichte ziekenwagens als voor de ambulances, de titels van gelijkwaardigheid met die kwalificaties, de voortgezette opleiding van de ambulanciers alsook de overgangsmatregelen voor de ambulanciers die in activiteit zijn de dag van inwerkingtreding van dit decreet;

4° de traceerbaarheid van de transporten;

5° de hygiëne;

6° de modaliteiten voor de samenwerking met een apotheker;

7° de nodige logistieke en menselijke middelen om een vervoer te waarborgen dat aan de gezondheidstoestand van de patiënt beantwoordt;

8° de medisch-sanitaire minimumuitrusting van elk type ambulance, waarbij de grondslag geleverd wordt door norm EN 1789;

9° de technische uitrusting van elk type ambulance, waarbij de grondslag geleverd wordt door norm EN 1789;

10° de technische minimumuitrusting van de lichte ziekenwagens;

11° de sanitaire minimumuitrusting van de lichte ziekenwagens;

12° de kenmerken op de buitenkant, het uitzicht en het geluid van ambulances en lichte ziekenwagens, evenals de terzake geldende overgangsmatregelen.

Om erkend te worden en te blijven, sluiten de diensten voor medisch-sanitair vervoer een beroepsverzekering inzake burgerlijke aansprakelijkheid voor de dienst en voor elk lid van zijn personeel. De Regering stelt de verplichtingen van de dienst in dat verband vast.

Het gebruik van een huurwagen is verboden, behoudens afwijking vastgesteld in de voorwaarden bepaald door de Regering.

**Art. 5. § 1.** Elke dienst voor medisch-sanitair vervoer waarvan de bedrijfszetel gelegen is in het Franse taalgebied of, bij ontstentenis, elke thuisbasis gelegen in hetzelfde gebied, evenals de desbetreffende wagens, dienen te worden goedgekeurd.

Elke dienst voor medisch-sanitair vervoer waarvan de bedrijfszetel niet in het Franse taalgebied gelegen is en die geen thuisbasis bezit in dat gebied, maar er in transporten voorziet, dient te voldoen aan de normen van dit decreet, behoudens de uitzonderingen bepaald door de Regering.

Om erkend te worden, voldoen de diensten voor medisch-sanitair vervoer aan de normen opgelegd bij of krachtens dit decreet, onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald krachtens § 1, lid 2.

De erkenning wordt door de Regering toegekend voor onbepaalde duur.

Een voorlopige erkenning wordt voor de duur van één jaar toegekend aan de diensten voor medisch-sanitair vervoer die daartoe een eerste aanvraag indienen.

§ 3. De Regering stelt de regels vast voor de ontvankelijkheid en de samenstelling van het erkenningsaanvraagdossier, dat onder andere een boekhoudkundige analyse omvat waarbij de financiële middelen worden bepaald voor het garanderen van de leefbaarheid van de dienst, rekening houdend met de investeringen die verwezenlijkt moeten worden om aan de normen te voldoen.

§ 4. Bij niet-naleving van de normen kan de Regering de erkenning weigeren of de erkenning of de voorlopige erkenning intrekken.

Bij vaststelling van een ernstige tekortkoming aan de normen die schadelijk kan zijn voor de gezondheid of de veiligheid van de vervoerde personen, wordt de erkenning of de voorlopige erkenning onmiddellijk door de Regering ingetrokken.

§ 5. De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning, de intrekking en de dringende intrekking van de erkenning of de voorlopige erkenning. Ze bepaalt eveneens de regels voor de weigering of de dringende weigering van de erkenning.

Zij voorziet o.a. in de mogelijkheid voor betrokken dienst om vooraf zijn standpunt te laten gelden in verband met elke intrekking, dringende intrekking, weigering of dringende weigering.

§ 6. De dienst die zijn activiteiten staakt, moet er de Regering onmiddellijk over inlichten.

**Art. 6.** De Regering stelt een handvest vast in verband met de kwaliteit van de diensten voor medisch-sanitair vervoer gericht op de behoeften, de verwachtingen van en het respect voor de patiënten om hun voldoeningsgraad te verhogen.

De diensten die zich ertoe verbinden dat handvest na te leven, worden opgenomen in een lijst die door de Regering bekendgemaakt wordt.

Zij krijgen een kwaliteitslabel.

De Regering beoordeelt de mate waarin de dienst het kwaliteitshandvest toepast.

Bij niet-naleving van dat handvest kan de Regering het label intrekken volgens de regels die zij bepaalt.

### HOOFDSTUK III. — Toezicht en sancties

**Art. 7. § 1.** Degenen die een activiteit van medisch-sanitair vervoer uitoefenen zonder erkenning of voorlopige erkenning voor hun dienst, hun thuisbasissen of voor hun ambulances worden gestraft met drie maanden tot twee jaar opsluiting en met een boete van 1.000 tot 10.000 euro of slechts met één van die straffen.

Degenen die de normen overtreden bepaald in artikel 3 of 4 worden gestraft met vijftien dagen tot zes maanden opsluiting en met een boete van 100 tot 1.000 euro of met één van die straffen.

§ 2. De hoven en de rechtbanken kunnen de veroordeelde verbieden, hetzij persoonlijk, hetzij via een tussenpersoon, een dienst voor medisch-sanitair vervoer te beheren. Het verbod mag niet langer duren dan tien jaar.

**Art. 8. § 1.** Gestraft wordt met een administratieve geldboete :

1° de beheerder van een dienst voor medisch-sanitair vervoer die een valse verklaring of een onvolledige verklaring aflegt wat betreft de verplichtingen bepaald bij of krachtens dit decreet;

2° de beheerder van een dienst voor medisch-sanitair vervoer die geen gevolg geeft aan de bevelen van de Regering binnen de hem opgelegde termijn;

3° de beheerder van een dienst voor medisch-sanitair vervoer die de uitoefening van de opdrachten van de ambtenaren en personeelsleden bedoeld in artikel 10 verhindert.

§ 2. De administratieve geldboete wordt vastgesteld op :

1° 1.000 euro voor de overtredingen waarvan sprake in § 1, 1°;

2° 500 euro voor de overtredingen waarvan sprake in § 1, 2° en 3°.

Bij herhaling binnen het jaar volgend op een beslissing waarbij een administratieve geldboete wordt opgelegd, kunnen de bedragen waarvan sprake in lid 1 verdubbeld worden.

§ 3. De Regering legt de administratieve geldboetes op.

De Regering geeft aan de betrokken beheerder kennis van de administratieve geldboete binnen de maand na het nemen van haar beslissing.

De geldboete moet betaald worden binnen de twee maanden na de kennisgeving aan de algemene rekening der ontvangsten van de Waalse Overheidsdienst.

§ 4. De Regering legt de procedure vast voor de ambtshalve inning bij niet-betaling binnen de opgelegde termijn.

§ 5. De dienst die de beslissing van de Regering aanvecht, dient op straffe van uitsluiting een beroep in via een verzoekschrift voor de rechtbank van eerste aanleg, binnen de termijn van één maand te rekenen van de kennisgeving van de beslissing.

Dat beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

**Art. 9.** De Regering wijst de ambtenaren en personeelsleden aan die zullen toezien op de naleving van de bepalingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Die ambtenaren en personeelsleden mogen de diensten voor medisch-sanitair vervoer of de ambulances of lichte ziekenwagens betreden.

Ze mogen eisen dat alle stukken worden voorgelegd en alle nodige inlichtingen opeisen voor de voltooiing van hun opdracht.

Ze mogen elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennis nuttig is om toezicht uit te oefenen.

Zij stellen verslagen op van hun vaststellingen, die rechtsgeldig zijn tot het bewijs van het tegendeel geleverd is.

Een afschrift van het verslag wordt aan de overtreder gezonden binnen een termijn van vijftien dagen volgend op de dag van vaststelling van de overtreding.

Ze mogen een beroep doen op de openbare macht om hun opdracht te vervullen.

De aangewezen ambtenaren zijn bekleed met het ambt van hulpofficier van de gerechtelijke politie van de procureur des Konings. Ze zijn gehouden de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed vóór de vrederechter van hun woonplaats af te leggen.

#### HOOFDSTUK IIIbis. — Jaarlijks activiteitenverslag

**Art. 10.** Er wordt jaarlijks een activiteitenverslag waarin o.a. de statistieken opgenomen worden wat betreft het aantal diensten die werkzaam zijn op het Franse taalgebied, het aantal vervoerde patiënten en het aantal en de gevolgen van de controles verricht door het bestuur aan de Regering en aan het Parlement overgemaakt tegen 31 maart van het volgende jaar.

De Regering stelt nadere regels vast voor de toepassing van dit artikel.

#### HOOFDSTUK IV. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 11.** De diensten voor medisch-sanitair vervoer die houder zijn van een erkenning de dag van inwerkingtreding van dit decreet kunnen hun activiteiten verder uitoefenen tot de dag waarop beslist wordt over hun erkenning met onbepaalde duur, na inspectie door de dienst van het door de Regering gemachtigde bestuur.

**Art. 12.** De voorlopige erkenningen die lopende zijn de dag van inwerkingtreding van dit decreet worden geacht toegekend te zijn voor een periode van één jaar te rekenen van de inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 13.** In afwijking van artikel 4, lid 1, 9<sup>o</sup> en 12<sup>o</sup>, blijven de ambulances die in activiteit zijn in de dienst voor medisch-sanitair vervoer die erkend is de dag van inwerkingtreding van dit decreet, onderworpen aan de technische normen zoals bepaald bij of krachtens het decreet van 29 april 2004 betreffende het medisch-sanitair vervoer en het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2005 houdende uitvoering van artikel 11 van het decreet van 29 april 2004 betreffende het medisch-sanitair vervoer.

**Art. 14.** De diensten voor medisch-sanitair vervoer die transporten verrichten met lichte ziekenwagens beschikken over een termijn van zes maanden te rekenen van de inwerkingtreding van dit decreet om hun erkenningsaanvraag in te dienen.

Ze mogen hun activiteiten voortzetten totdat over hun aanvraag is beslist.

**Art. 15.** De lichte ziekenwagens die in activiteit zijn de dag van inwerkingtreding van dit decreet kunnen hun activiteiten verderzetten zonder aan de normen te voldoen waarvan sprake in artikel 4, lid 1, 10<sup>o</sup>, voor zover ze in dezelfde dienst ingeschakeld blijven.

**Art. 16.** Het decreet van 29 april 2004 betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer wordt opgeheven.

**Art. 17.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 november 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Waals Parlement, 852 (2008-2009). Nrs. 1 tot 7.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 19 november 2008.*

*Bespreking - Stemmingen.*